



EDITION SPECIALE

N° 72

Grande affluence à la réunion publique concernant le compteur intelligent LINKY



La salle des fêtes Gilbert Marquette était pleine, ce qui prouve l'intérêt de nos compatriotes pour ce projet inquiétant qui les concerne tous.

Il s'agit pour **ENEDIS** (ex ERDF) de remplacer les compteurs actuels qui donnent satisfaction par le compteur LINKY qui n'est en fait qu'un ordinateur collecteur de données sur vos consommations instantanées, censées apporter à EDF plus de souplesse sur la répartition des flux entre les différentes lignes de distribution de l'électricité. Il serait également très bénéfique pour l'utilisateur lui permettant des économies sur sa consommation.

Les avantages apparents sont hélas compensés par des inconvénients dissuasifs pour l'utilisateur, en raison de la fragilité de ces systèmes liée aux aléas de l'informatique.

Le débat étant animé par **Christian Musial** Maire de Leforest qui a présenté tous les intervenants particulièrement au courant du problème, en l'occurrence Mrs **Lucien Petit** et **Pierre Rose** du collectif **LINKY62**, et de deux représentants de l'association « **UFC que choisir** », la coordination de la contestation étant menée par l'association « **LEFOREST ENVIRONNEMENT** » dont le président est Mr **Maurice Pierard**.
(TEL 03 21 77 76 28)

Les inconvénients de ce compteur « intelligent » sont donc l'objet de larges commentaires dont voici les principaux éléments :

Intervention de « UFC que choisir » :

« UFC que choisir » rappelle que les positions et les actions entreprises sont toujours orientées vers l'intérêt du consommateur. Après avoir brièvement exposé l'intérêt et la raison technique du compteur LINKY (argumentation ENEDIS), l'intervenant a évoqué quelques cas de dysfonctionnement notoires influant d'une façon très néfaste sur le quotidien des particuliers (panne, anomalie de fonctionnement des appareils électroménagers ou autre, allumage intempestif, etc.), UFC expose par la suite, le principe du contrôle de notre consommation visant à augmenter la facturation, puis le procédé de la propagation des données informatiques, atteinte irréfutable à notre vie privée. La fiabilité du compteur Linky n'étant pas totale (durée de vie très courte), se pose alors le problème de la maintenance dont s'affranchit complètement ENEDIS...

Intervention de MR Pierre Rose (membre du collectif Linky62)

« Ce compteur est un capteur communicant » rappelle Pierre Rose pour commencer son intervention. EDF, continue-t-il, est plombé par les dettes, aussi tous les moyens sont bons pour la résorber. La campagne de pose des compteurs Linky promet un profit de 500

millions d'euros, c'est là une bonne raison qui pousse ENEDIS à mener ce projet à terme. On prévoit donc la pose de 35 millions de compteurs Linky d'ici 2022. De même Pierre Rose dénonce l'obsolescence des compteurs Linky dont la durée de vie est estimée à 5 ans comparée à celle du compteur bleu actuel dont la durée de vie est de 60 ans. Il évoque également le seuil de déclenchement du Linky plus sensible (inférieur à l'ancien compteur) pour un calibrage identique de la puissance dans l'abonnement. Contrairement à ce qu'il a été annoncé, le compteur est payant, à longue échéance dans notre facturation (130 euros).

De plus, le Linky, est un système informatique nécessitant une énergie pour fonctionner, il consomme donc et cette consommation sera donc imputable au particulier forcément.

Outre les inconvénients énoncés, le compteur Linky est sujet à des incendies fréquents, ENEDIS se décharge de ce problème laissant cette charge à des tiers mandatés.

Le résultat de cette autopsie n'étant malheureusement pas exhaustif, Pierre Rose évoque en survol d'autres inconvénients tels que l'inévitable question des ondes électromagnétiques émises dans le réseau électrique des habitations à cause de la technologie des courants porteurs en ligne (CPL) utilisés par le Linky. Cet aspect sanitaire étant d'ailleurs un des aspects les plus inquiétants.

« Je ne vois pas quel est le rapport entre les énergies renouvelables et le compteur Linky » dit-il, « c'est l'un des argu-



ments émis par ENEDIS, de plus il est vrai que la pose de ces compteurs contribue momentanément à employer, mais ensuite des emplois du secteur disparaîtront, c'est un effet de l'informatique et de l'automatisation »...

À la fin de son allocution, Pierre Rose évoque les méthodes d'intimidation auprès des abonnés de la part des poseurs de Linky et cela notamment chez des personnes plus vulnérables (personnes âgées, etc.).

“On les menace d'une amende assez conséquente”, affirme Pierre Rose, “et qu'en 2021 ils devront s'acquitter d'une somme considérable pour la pose devenue obligatoire alors”...

Intervention de Mr Lucien Petit

(membre du collectif Linky62)

Pour sensibiliser l'auditoire de la salle Mr Lucien Petit ouvre son allocution en développant succinctement la notion de « l'économie de la donnée », expliquant qu'une partie de notre économie est influencée par la vente des données informatiques. “C'est ce que l'on appelle le **big data**” affirme-t-il “et ENEDIS n'est pas étranger à cette pratique. Nous allons vers la technologie des objets connectés. S'il manque, par exemple, des yaourts dans le réfrigérateur l'information sera traitée, de plus vos habitudes de consommation, votre mode vie sera diffusé et utilisé à des fins de consommation, de marketing ou d'autres raisons de surveillance. On décidera pour vous, c'est une atteinte au libre arbitre...”

Mr Petit précise au cours de son exposé nos droits, les parades pour s'opposer à la pose du Linky et incite les habitants de se regrouper en collectif pour garantir les actions anti_Linky.

Que faut-il retenir de cette réunion ?

Faisons donc le point. Pourquoi refuser le LINKY ?

Linky est un compteur –comme le compteur actuel ; mais il est aussi un capteur.

Ce compteur-capteur est le nouvel outil-espion qui va rapporter gros pour Enedis.

Tout concorde pour faire exploser la facture électrique ... alors qu'Enedis prétend que, par ce nouveau compteur,

on va faire des économies : c'est totalement faux !

C'est un produit qui aura des conséquences sur notre santé.

La Cour des comptes épingle le compteur électrique Linky. Elle estime que "le système n'apportera pas les bénéfices annoncés" pour "la maîtrise de la demande d'énergie". En effet, ces compteurs sont censés rendre plus lisible la consommation électrique du foyer pour que le client puisse faire des économies de facture. Or, dans les faits, c'est un véritable parcours du combattant pour avoir des informations simples.

L'installation de 35 millions de compteurs connectés Linky en France d'ici 2024 nécessite un investissement très important. Cela va se répercuter sur les usagers à la fin de la pose des compteurs ! En analysant la construction de ce tarif, la Cour des comptes estime qu'il permettra à Enedis d'empocher au passage près de 500 millions d'euros.

La puissance maximale de votre abonnement est calibrée par tranche de 3kVA (3, 6, 9, 12 et 15 kVA pour les particuliers). Votre compteur électrique actuel (électromécanique à roue dentée ou électronique) a une marge de tolérance au dépassement de puissance d'environ 10%.

Vous pouvez par exemple, avec un abonnement de 6 kWh, consommer jusqu'à 6,6 kWh sans aucun problème. Votre compteur encaisse la surcharge sans broncher.

Avec le Linky, il n'y aura plus de tolérance ! Il est donc à craindre qu'au moindre dépassement de puissance Enedis vous propose (vous impose ?) de passer au forfait de la tranche supérieure.

L'installation de 35 millions de compteurs connectés Linky en France d'ici 2024 n'est pas gratuite et nécessite un investissement très important. Cela va

coûter aux alentours de 8 milliards ! La

Cour des comptes rappelle que le financement par appareil est "assuré par les usagers" ; et pas à n'importe quel prix : 130 €. Non seulement ce n'est pas gratuit, comme l'avait toujours clamé Enedis mais c'est cher pour un compteur

que l'on paie déjà dans la facture d'électricité.

Par ailleurs, avec Linky, on va pouvoir calculer la consommation en kVah et non plus en kWh. C'est différent car cela fait appel à une notion physique qui

s'appelle le cosinus phi ; cela se fera au détriment des usagers.

Risque d'incendie très élevé ; dysfonctionnement des appareillages .

Les lampes et téléviseurs qui s'allument tout seuls, la surfacturation, le chauffe-eau qui fonctionne en heures pleines, la box qui connaît des bugs, les personnes atteintes de la maladie électro hypersensibles obligées de quitter leur maison pour dormir, des problèmes avec des personnes ayant un pacemaker.etc.

Des compteurs Linky qui explosent...

En France, Bernard Lassus tempère : « Les problèmes d'incendie ne concernent que 8 cas sur 300 000 compteurs déjà installés... »

Même si l'on garde les chiffres de 8 pour 300 000 de Mr Lassus, ça veut dire quoi ? Qu'on va devoir supporter 933 incendies provoqués par ce compteur « intelligent »... tous les ans ! (35 000 000/300 000) x8

Dans ces conditions, on peut craindre le pire...

Exclusion du risque électromagnétique par les compagnies d'assurance.

En 2003, les réassureurs des assurances des opérateurs de téléphonie mobile se sont désengagés à couvrir les risques liés aux CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES !

EDF a publié le 15 juillet 2015 de nouvelles conditions générales de vente dans lesquelles tout incendie est assimilé à un cas de force majeure dans lequel Enedis dégage sa responsabilité. Cela signifie qu'en cas d'incendie provoqué par le compteur Linky ou par les radiofréquences qu'il injectera dans nos câbles et fils électriques, ainsi que dans les appareils électriques qui ne sont pas blindés contre ces radiofréquences, il appartiendra au client –c'est à dire à la victime– de prouver la responsabilité d'Enedis !

Piratage aisé ; cambriolage facilité

Les cambrioleurs pourraient voir leur activité rendue plus facile avec ce compteur

La CNIL a montré ceci : par un graphique à partir de la connaissance en temps réel des variations de la consommation électrique, on peut savoir si le logement est vide ou occupé, combien de personnes sont présentes, à quelles activités elles se livrent.

A petite échelle, le piratage est donc possible par le petit cambrioleur que



veut s'assurer que la maison est innocu-
pée.

Coupage du courant à distance

Les techniciens d'Enedis pourront vous
couper le jus à distance, d'un simple clic
(et les hackers aussi !).

Problèmes sanitaires

Ces technologies émettent des ondes
électromagnétiques de type radiofré-
quences qui perturbent le sommeil,
peuvent déclencher l'électro hypersensi-
bilité et, à long terme, des cancers, la
leucémie et des maladies dégénératives,
corroboré par Luc Montagnier, biolo-
giste virologue ; également par Domi-
nique Belpomme, spécialiste en cancé-
rologie.

Enedis est dans les clous vis-à-vis des
normes françaises : il ne faut pas dépas-
ser 100 µTesla (le microTesla, unité de
mesure de l'induction magnétique). Sauf
que les normes européennes obligent à
ne pas dépasser 0,5 µTesla (200 fois
moins), voire 0,1 pour les personnes fra-
giles (1000 fois moins). Et là, Enedis
n'est plus dans les clous !

Utilisation du CPL (Courant Porteur en Ligne)

Ou comment transformer votre habita-
tion en four à micro-ondes.

Cette technologie CPL serait formidable
si elle n'avait pas la fâcheuse tendance
de rayonner dans un rayon supérieur à 2
mètres (dans chacun des câbles de votre
habitation) comme une antenne-relais.
On appelle ça un courant radiatif. Et ce-
lui-ci est classé comme cancérogène
possible par l'OMS (groupe 2B).

Discours bidon sur les économies d'énergies

Les compteurs communicants seraient
"indispensables" pour intégrer les éner-
gies renouvelables dans le système élec-
trique. Or il existe un contre-exemple
édifiant : l'Allemagne, où il y a immen-
sément plus d'énergies renouvelables
qu'en France, a annulé le déploiement
des compteurs communicants qui seront
réservés aux très gros consommateurs,
entreprises, usines, etc.

Non-respect de la vie privée

Linky sert à compter et –surtout– à déve-
lopper le BIG DATA, c'est-à-dire à cap-
ter d'innombrables informations sur
nous et nos vies.

Le Président d'Enedis le reconnaît :
« Notre métier évolue et nous sommes
désormais un opérateur de big data qui
va bientôt gérer 35 millions de capteurs

connectés. Nous avons anticipé cette
question et nous sommes déjà capables
de mettre à la disposition du client
toutes les données de consommation et
d'état du réseau. Toutes ces données ont
à l'avenir vocation à être agglomérées et
donc anonymisées pour être mises à la

disposition des collectivités qui sont très
intéressées pour évaluer leur efficacité
énergétique. La loi Lemaire est en train
de développer le cadre de mise à dispo-
sition de ces données. Les clients qui le
veulent peuvent d'ailleurs déjà mettre
leurs données à disposition d'entreprises
s'ils nous le demandent. Comme par
exemple à une société de surveillance. »

Nouvel espion qui nous infantilise

Il faut bien se mettre dans la tête qu'il ne
s'agit pas seulement du petit compteur
Linky, mais de tout son système.

Le réseau électrique numérisé, les villes,
les objets connectés, les fichiers admi-
nistratifs, médicaux, scolaires

Tout va communiquer et nous dicter ce
que nous devons faire à quelle heure,
tout sera programmé, et pensé à notre
place.

Les collectivités sont propriétaires des réseaux d'ouvrages électriques

Les compteurs électriques appartiennent
aux collectivités locales et sont exploités
par Enedis.

L'article L322-4 du Code de l'énergie
stipule que les collectivités sont proprié-
taires des réseaux d'ouvrages élec-
triques. Les compteurs font partie du ré-
seau. La Commune en délègue, par
concession, la gestion à Enedis.

Ce sont donc les élus, et en tout premier
lieu les maires, qui risquent fort d'être
poursuivis en justice à la suite des diffé-
rents dommages qui pourront être causés
par les compteurs Linky (incendies, ha-
bitants devenant subitement électro-sen-
sibles, etc...), dangers qui n'existent pas
avec les compteurs actuels.

Et dans ce cas, Enedis saurait se déchar-
ger de toutes responsabilités (comme les
assurances) puisque les compteurs ne
sont pas sa propriété.

Il est donc dans l'intérêt des maires et
conseillers municipaux d'exiger au mi-
nimum un moratoire, et dans le meilleur
des cas, un refus catégorique de la pose
de ces compteurs.

516 communes ont déjà refusé l'installa- tion du compteur

A ce jour, plus de 500 maires ont déjà
fait le choix de refuser la mise en place

de ces compteurs, ou de limiter leur dé-
ploiement sans utilisation de CPL.

C'est l'exemple à suivre. Seul le maire
d'une commune, soutenu (ou contraint)
par ses citoyens peut faire voter en
conseil municipal le refus de la pose des
compteurs Linky.

Il faut savoir que des communes ont du
mal à franchir le pas car elles ont peur
notamment d'EDF et de ses filiales. Il y
a aussi des communes qui ne veulent pas
s'occuper du problème ou qui sont en
cheville avec Enedis. Par exemple, dans
une commune du Pas-de-Calais proche
de Douai, le maire-président d'une com-
munauté de communes a fait une
réunion réservée aux seuls élus ... et
uniquement avec Enedis. Puis Enedis a
continué dans la lancée en organisant
des petites réunions en mairie. Dans une
autre commune, on refuse le prêt de
salle pour une réunion publique.

Et ailleurs ?

Les États membres de l'Europe sont
libres de fixer les moyens de cette
participation active demandée par la
directive. Trois pays européens
(Belgique, République tchèque,
Lituanie) ont renoncé à créer un réseau
de compteurs « intelligents ». L'Allemagne
renonce à la généralisation ; l'Autriche n'oblige pas.
En France, on raisonne autrement :
Enedis impose !

L'Allemagne, pourtant reconnue
comme la meilleure élève européenne
en ce qui concerne l'écologie et les
énergies vertes, a décidé de limiter la
pose des nouveaux compteurs aux
Industriels.

Pourquoi ?

1. Pour protéger la population
civile de ses effets nocifs.
2. Le ministère de l'économie
allemand a suivi les conclusions du
rapport Ernst & Youngs publié en
2013. Ce rapport a conclu que le
projet d'installation de Smart
meter (compteurs intelligents) dans
tous les foyers allemands n'était
pas rentable.

En 2014 au Canada, après le
déclenchement de 8 incendies en deux
mois, la Région canadienne du
Saskatchewan a ordonné le retrait de
100 000 compteurs intelligents, un an
seulement après le début de leur
installation.

Peut-on refuser ? Comment refuser ?



tout objet connecté ne peut nous être imposé : c'est inscrit dans la Constitution.

La Déclaration des Droits de l'Homme, qui fait partie de notre Constitution, dit ceci dans son Article 12 : "Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes." L'obligation du Linky est donc anticonstitutionnelle.

Lorsqu'un contrat pour avoir de l'électricité est signé, il y a deux signatures : celle de l'utilisateur et celle d'EDF. Maintenant, on veut nous mettre un compteur d'une autre nature sans que l'on ait besoin de signer. Il y a un problème à tout le moins juridique !

Le refus du compteur Linky est légal : Art. L341-4 Code Energie - 6-3 CGV ; d'ailleurs Nicolas Hulot l'a d'ailleurs rappelé dans un courrier adressé à un maire, le 14 novembre 2017

La pose forcée est une infraction : Art.226-4, 432_8 Code pénal ; 544 Code Civil

Un propriétaire ou un locataire a le droit de vous opposer à la pose du compteur.

Si votre compteur est à l'intérieur de votre appartement, de votre maison ou de votre jardin fermé à clé : n'ouvrez pas la porte au poseur. Si vous êtes harcelé au téléphone (avec des fausses menaces telles que coupure d'électricité ou devoir payer plus tard plusieurs centaines d'euros, ou relève payante), tenez bon ! Répondez que vous êtes en contact avec le collectif Stop Linky de la région et envoyez une lettre recommandée à Enedis.

Si votre compteur est accessible pour tout le monde : dans ce cas, la lettre recommandée peut ne pas suffire –mais il faut la faire– ; Enedis est déjà passé outre et a installé quand même le Linky si le compteur est accessible dans les parties communes ou dans la rue (par exemple à Vimy). Donc, posez un cadenas sur la porte du coffret, affichez sur la porte « touche pas à mon compteur », faites une photo avec la date dessus. Une autre possibilité –plus courante, utilisée avec succès par 3 400 personnes dans toute la France–, est la sommation de ne pas faire, délivrée à ENEDIS par un huissier.

Tout ceci permettra d'attaquer en justice si nécessaire.

Cette façon de faire est nécessaire quand on connaît les recommandations

prodiguées par Enedis à ses sous-traitants pour passer outre à l'opposition de changement de compteur ; des poses ont été faites... même avec certains dégâts.

En conclusion Étant donné les moyens de pression exercés sur l'utilisateur par ENEDIS, étant donné les dispositions législatives dont ERDF veut absolument tirer parti pour contraindre toute possibilité de refus, il devient évident que les particuliers isolés ne peuvent résister à ERDF et à ses menaces judiciaires, et que le seul moyen de s'élever contre l'argumentation de ERDF est une riposte collective et massive et de tous les citoyens. Dans un premier temps, cette riposte prendra la forme d'autocollants « **STOP A LINKY** », à mettre en évidence sur vos compteurs et plus particulièrement d'une lettre à adresser à ENEDIS en recommandé, attirant son attention sur ses excès de pouvoir contraires au contrat de distribution d'électricité, conformément aux dispositions de l'article L. 22.4.10 du code de la consommation, toute modification nécessitant un avenant. Vous trouverez à l'intérieur du **Forestier N° 72 de mars**, l'autocollant à mettre sur vos compteurs ainsi que le modèle de lettre à envoyer à ENEDIS.



Rejoignez l'association **Leforest environnement**

Pour vous adhérer adressez votre cotisation d'un montant de **10 euros** par personne à

Mme Maryse Dohet 550 rue Léo Lagrange 62790 Leforest

Veillez à préciser votre nom, prénom, N° de téléphone fixe ou mobile, votre adresse Mail

Nous serions heureux de vous compter parmi nous

On compte sur vous

